
Réponses patronales à la crise de main d'œuvre au XX^e siècle dans les houillères des Asturies

Comment ne pas résoudre une crise sociale...

Employers' responses of the Asturian coal industry to the labor crisis of the early 20th century

Jorge Muñiz Sánchez



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ephaistos/11954>

DOI : 10.4000/ephaistos.11954

ISSN : 2552-0741

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Jorge Muñiz Sánchez, « Réponses patronales à la crise de main d'œuvre au XX^e siècle dans les houillères des Asturies », *e-Phaïstos* [En ligne], XI-2 | 2023, mis en ligne le 24 octobre 2023, consulté le 26 octobre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/ephaistos/11954> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ephaistos.11954>

Ce document a été généré automatiquement le 26 octobre 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Réponses patronales à la crise de main d'œuvre au XX^e siècle dans les houillères des Asturies

Comment ne pas résoudre une crise sociale...

Employers' responses of the Asturian coal industry to the labor crisis of the early 20th century

Jorge Muñiz Sánchez

- 1 À la fin du XIX^e siècle, la perte de l'hégémonie de la métallurgie asturienne en Espagne est consommée. Elle est dépassée par celle de la Biscaye. Le Pays basque commence à exporter des minerais de fer excédentaires vers le Royaume-Uni et reçoit du charbon britannique bon marché comme fret de retour. De cette façon, un capital important est accumulé qui est utilisé pour construire de grandes usines modernes, avec une qualité et des coûts bien meilleurs que ceux des Asturies. Le problème de l'atrophie de la métallurgie asturienne est que le *menudo* ou *cisco*¹ - les morceaux de charbon de très petite taille, qui représentent environ la moitié de la production et se prêtent très bien à la cokéfaction - se retrouve sans débouchés à mesure que la métallurgie décline. De plus, il génère un coût en n'étant pas vendu, car il doit être considéré comme un déchet.
- 2 Alors que l'expansion de la production métallurgique est interrompue, les mines de charbon des Asturies sont confrontées à un problème de demande, auquel elles tentent de réagir par la concentration des entreprises, l'amélioration des voies de transport pour atténuer la traditionnelle déconnexion de la région du reste du pays et en exigeant des tarifs protectionnistes. Dans les trois domaines, des progrès sont enregistrés, insuffisants pour renverser la situation : l'industrie asturienne sera désormais sous la dépendance de l'industrie basque et les marges commerciales des compagnies houillères resteront très serrées ou se contracteront davantage. Malgré tout, grâce aux mesures susmentionnées, au cours de la dernière décennie du XIX^e siècle, la production de charbon a triplé et, de manière significative, la proportion

entre les marchés de vente asturiens et étrangers s'est inversée, devenant à 70 % extra-régionale, établissant enfin des réseaux commerciaux qui dépassent le cadre local. Cette aubaine, temporaire, s'achève au tournant du siècle (Ojeda 1985).

La pénurie de main d'œuvre et l'émigration au début du XX^e siècle

- 3 Les premières années du XX^e siècle ont été néfastes pour l'industrie minière asturienne. Les fers et aciers nord-américains, fruits de l'expansion de la décennie antérieure, inondent les marchés européens en obligeant l'industrie métallurgique anglaise à réduire sa production et à baisser les tarifs du fret. La faible métallurgie asturienne n'a pas pu se maintenir non plus. Par conséquent, la consommation locale de coke a sérieusement souffert de ces attaques. Il en a résulté une chute continue des prix entre 1901 et 1907. Pour autant, dès la fin 1907, une reprise s'annonce, conséquence de l'augmentation des prix des houilles étrangères et du redressement des usines sidérurgiques espagnoles, grâce à la concentration induite par la mise en place de la *Central Siderúrgica* cette même année (Ojeda 1985 : 232-234). À partir de ce moment, la tendance à la pénurie de main d'œuvre, phénomène fréquent dans la région depuis pratiquement un demi-siècle, est ravivée.
- 4 L'émigration vers l'Amérique constitue un phénomène démographique qui a empêché la formation d'une main d'œuvre industrielle suffisante dans les Asturies, malgré un accroissement de la population issue de l'agriculture, mettant sur le marché d'importants contingents. De fait, l'archaïsme de l'agriculture la rend incapable de nourrir tout le monde. Le départ de migrants avait été freiné à la fin du XIX^e siècle par l'indépendance de Cuba mais il est réactivé de manière spectaculaire durant les années qui précèdent la Première Guerre mondiale. Quoiqu'il en soit, la fuite de main d'œuvre vers l'Amérique, bien que plus importante en nombre, n'est pas le plus grave problème d'un point de vue qualitatif. Ceux qui partaient vers les *Indes*² n'étaient généralement pas des ouvriers aussi spécialisés que les mineurs, en particulier les piqueurs qui représentent la catégorie la plus demandée en France en faveur de laquelle s'établit un courant migratoire d'une certaine importance dès les premières années du siècle (Rodríguez González 2000 : 28-29). À la veille de la Grande Guerre, cette émigration des mineurs asturiens atteint une envergure impliquant que le patronat prenne position sur la question. Quantifier de manière fiable le nombre de mineurs expatriés en 1913 reste compliqué. Le directeur général du Commerce, Estanislao D'Angelo, mentionne quatre expéditions constituées respectivement de vingt, soixante, cent et trois cents mineurs, soit près de cinq cents personnes, ce qui semble corroboré par le récit de Jacques Valdour, contemporain des faits (Valdour 1919 : 59)³.
- 5 La Compagnie des Mines de Courrières, en particulier, réussit à attirer plusieurs centaines de mineurs asturiens grâce à son agent Rodolph Savoi. Les intéressés commencèrent leur voyage le neuf juillet [1913] par un train spécial au départ d'Oviedo, avec escale à Mieres, des environs de laquelle provenait bon nombre de ces ouvriers⁴. Malheureusement, il n'est pas facile de suivre la trace de ces travailleurs en France. Il n'est pas possible de constituer une liste complète étant donné que, dans les registres du personnel de Courrières, n'a été retrouvé qu'un contingent de presque quatre-vingt-dix personnes inscrites le douze juillet⁵. Il s'agit de mineurs expérimentés, fréquemment des piqueurs, précisément le profil le plus difficile à remplacer et ayant le

plus de valeur⁶. Le manque de bras augmentait ainsi généralement sans empêcher de couvrir les postes qui ne requéraient pas un grand apprentissage, rendant difficile en revanche la sélection de personnel spécialisé et plus particulièrement les piqueurs.

- 6 Quand une entreprise voulait augmenter sa production, elle devait accroître ses effectifs, généralement au détriment d'une autre société. Il est logique en conséquence qu'on ait considéré l'émigration comme une menace de premier ordre⁷. Apparaît donc l'incapacité des patrons asturiens à résoudre le problème de la pénurie de main d'œuvre en cherchant à la séduire avec des conditions de travail attractives ou en la rendant moins nécessaire par l'investissement dans la modernisation ; ils s'employèrent au contraire à tâcher d'éviter l'émigration en mettant en place des mesures coercitives qu'on verra plus loin. Devant leur échec, comme il arrive habituellement avec les migrations occasionnées par les différences salariales, le vide créé par les départs est rempli par d'autres. L'inconvénient est que les migrants étaient des ouvriers spécialisés, aux qualifications élevées. Les seuls candidats à leur remplacement, attirés par le niveau des salaires proposés, étaient des paysans galiciens sans expérience, captés par des recruteurs envoyés dans la région voisine⁸. Ces agriculteurs manquaient non seulement des savoir-faire de base de la profession, mais ils ignoraient tout du monde de la mine puisqu'ils provenaient d'un environnement très différent. Cela rendait difficile l'adaptation, beaucoup plus aisée quand les néophytes avaient grandi dans le bassin minier.
- 7 Les salaires offerts par les recruteurs de la Compagnie des Mines de Courrières surpassaient ceux des Asturiens, vu qu'ils atteignaient sept francs par jour pour les piqueurs, six et demi pour les aides-piqueurs, cinq francs et soixante-dix centimes et cinq francs pour les chargeurs et quatre francs soixante pour les rouleurs. En juillet 1913, un franc valait 1,08 pesetas (Martínez Méndez 1983 : 563)⁹. Les rapports mentionnent aussi expressément le loyer avantageux des logements avec jardin de la compagnie, pour un prix compris entre cinq et huit francs mensuels ; avantage non négligeable étant donné que le logement des bassin miniers des Asturies était à ce moment-là un cauchemar (Shubert 1984 : 86-87). En tenant compte que, selon Manuel Llana, à cette époque, 60 % des mineurs asturiens percevaient moins de trois pesetas et demie par jour, on peut croire que ce niveau de salaires était attractif. De fait, le succès du recrutement des envoyés de Courrières paraît le corroborer.
- 8 En 1913, le Syndicat des Ouvriers Mineurs des Asturies (SOMA), fondé par Llana, luttait encore pour des objectifs modestes : obtenir sa reconnaissance comme interlocuteur des entreprises (Llana Zapico 1916 : 1-3 ; Saborit 1964 : 144 ; De la Fuente 1917 : 6-10). Malgré cela, les observateurs aguerris de l'environnement entrepreneurial commençaient à percevoir un futur moins prometteur pour les intérêts patronaux en termes de recrutement. André Sanson, ingénieur de la *Real Compañía Asturiana de Minas* à Arnao, prévoyait que les progrès de l'organisation syndicale feraient baisser la qualité et augmenter le prix de la main d'œuvre¹⁰. Pour cette raison, jusqu'à la Première Guerre mondiale – époque dorée de l'industrie minière asturienne grâce à la paralysie des principaux concurrents européens où le SOMA put obtenir d'importantes améliorations – les salaires ne permettaient pas la formation d'une majorité de mineurs prolétaires dépendants exclusivement de leur salaire. On assistait à la persistance d'ouvriers mixtes qui devaient compléter leurs revenus avec des productions agricoles complémentaires issues de leurs petites exploitations (Shubert 1984 : 31-38). Ces circonstances expliquent également pourquoi les

compagnies demeuraient incapables d'attirer suffisamment de main d'œuvre extérieure à la région. Enfin, une autre circonstance signalée par Llaneza sur les causes de cette émigration pécuniaire est envisageable, celle « des injustices encourues et avérées »¹¹. Il ne faut pas oublier que, pour obtenir un emploi dans certaines entreprises houillères asturiennes, il fallait bénéficier d'un avis favorable de la part du curé, ni que les compagnies n'acceptaient pas l'existence des syndicats. Au contraire, dans le Nord-Pas-de-Calais, l'activité syndicale était reconnue par les entreprises et des conventions collectives étaient même signées depuis 1889 (De la Fuente 1917 : 7 ; Llaneza Zapico 1913a : 1 ; Llaneza Zapico 1929 : 1 ; Michel 1972 : 12 ; Cooper-Richet 1976 : 434). Il ne faut donc pas sous-estimer la recherche d'un environnement de travail moins encadré comme une des motivations à la décision de départ. Un autre avantage incontestable de l'émigration vers la France était que, là-bas, les hommes ne se verraient pas obligés à faire le service militaire synonyme de départ pour l'Afrique en pleine guerre du Rif..

- 9 Il s'avère également possible qu'au moins une partie de ces migrants aient été des sympathisants du SOMA que ce dernier aurait incités au départ (comme l'a dénoncé une certaine presse) pour faire pression sur le patronat à un moment clé de l'évolution des relations de travail du secteur. De cette manière, le syndicat poussait les entreprises à améliorer les conditions de travail dans les Asturies pour éviter la perte des ouvriers. Il pouvait aussi, avec l'ouverture de négociations, avoir recours à la comparaison avec la situation française pour mettre en avant les motifs de plainte des mineurs asturiens. C'est ainsi qu'on pourrait expliquer que la société de Courrières, dans son rapport annuel au conseil d'administration, se plaint du caractère particulièrement revendicatif des Espagnols nouvellement embauchés¹². Cette plainte de travailleurs originaires d'une zone au syndicalisme naissant attire l'attention dans un bassin minier où il y avait depuis trente ans un puissant syndicat avec des taux d'adhésion élevés. L'explication la plus simple est sans doute que, parmi les Asturiens, le pourcentage de syndicalistes était nettement supérieur à la moyenne à un moment où le SOMA était encore en train de s'installer. Leur combativité, perçue comme excessive, aurait directement dérivé du moment historique où se trouvait le syndicalisme asturien - en lutte pour ouvrir le chemin - par rapport aux positions françaises déjà largement institutionnalisées. C'est ce que semble indiquer Llaneza quand il déplore l'émigration. Non seulement les bons mineurs s'en vont, mais aussi « les meilleurs compagnons que nous avons au sein de l'organisation »¹³.
- 10 Ainsi, les mineurs qui nous occupent étaient poussés à l'émigration pour des raisons salariales, militaires et syndicales. Mais qu'est-ce qui motivait le choix de leur destination ? Pour les mines du nord de la France, l'idée de recruter la main d'œuvre dans les Asturies peut être considérée comme justifiée au vu des résultats obtenus par un bon nombre de travailleurs en très peu de temps¹⁴. Cela l'était également au point de vue technique parce que la similitude géologique du site français et du site asturien est indubitable, avec des plissements et des failles, mais aussi des couches de faible puissance (Gillet 1966 : 42-43). Tout ceci rendait compliquée l'extraction du charbon, mais les techniques d'abattage n'étaient pas inconnues des mineurs asturiens. Leur adaptation était beaucoup plus rapide que pour des travailleurs d'origines différentes (Le Maner 1993 : 57). Le seul avantage du Nord-Pas-de-Calais par rapport aux Asturies résidait dans son orographie plane facilitant le transport terrestre et l'ouverture de canaux navigables. Ce détail fut déterminant, ainsi que l'expérience professionnelle

acquise dans les Asturies par un ingénieur français, acteur majeur pour transformer les migrations potentielles en un flux réel vers le Nord de la France.

- 11 Un second élément, indispensable pour que se produise le mouvement migratoire, réside dans la nécessité de la main d'œuvre de répondre aux besoins du lieu de destination. Cela correspond à la conjoncture favorable dont bénéficie à l'époque le charbon français, ainsi qu'à un début de désintérêt du personnel local envers les métiers de la mine.
- 12 Dans le cas de Courrières, la situation était aggravée par une circonstance particulière : le 10 mars 1906, dans le puits N° 3 de la compagnie, était survenu un violent coup de poussière qui avait coûté la vie à 1099 mineurs. Cette catastrophe souterraine, la plus importante survenue en Europe, ne posa pas de grands problèmes à l'entreprise, économiques comme judiciaires. Au grand dam de l'opinion publique, elle fut exemptée de toute responsabilité par les tribunaux. *Le Réveil du Nord* - journal proche du syndicat socialiste - fut même condamné à payer cinq cents francs d'amende pour diffamation (Conus *et al.* 2006, Eck 2006 : 139). En revanche, il est probable que la dégradation de l'image de la société auprès de la population locale a entraîné une plus grande difficulté à embaucher des ouvriers locaux¹⁵. L'impact négatif de la catastrophe du 10 mars 1906 sur le recrutement des mineurs a été étudié par Jean-François Eck (2007) pour la Compagnie des Mines de Courrières elle-même et par Jean-Philippe Passaqui (2007) pour le domaine minier des établissements Schneider et Cie. Durant cette première décennie du siècle, la compagnie a aussi redoublé ses efforts de recrutement hors du pays en attirant particulièrement un nombre notable de Kabyles en plus des Asturiens¹⁶. Cette volonté d'embaucher à l'étranger dans de telles proportions est particulière à Courrières. Elle est corroborée par Valdour qui parle d'Espagnols, de Belges, de Bretons et d'Algériens (Valdour 1919 : 10).
- 13 Mais si Courrières paraissait connaître des difficultés plus importantes que ses voisines pour attirer des mineurs français, la tendance à la désaffection pour ce métier de la part des fils de mineurs - jusque-là la relève naturelle - commençait à se faire jour dans toutes les exploitations du bassin minier, même si elle atteindrait son paroxysme dans l'entre-deux guerres. Un des motifs fondamentaux était le processus de mécanisation et de rationalisation initié au début du siècle et qui se traduisait *in fine* par une exigence d'efforts accrus et une perte de statut pour les travailleurs. C'est ce qu'indique, par exemple, l'étude sur les causes de départ des jeunes travailleurs de la compagnie d'Anzin en 1912¹⁷. Ce qui est sûr, c'est que le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais se trouve alors à son apogée étant donné que, depuis la fin du XIX^e siècle et jusqu'à la première Guerre Mondiale, deux processus simultanés de hausse des prix et d'accroissement de la production sont en cours, du fait de l'extension des marchés, conséquence des tarifs douaniers protectionnistes et de la concentration des entreprises à partir de 1901. Mais, à la différence des Asturies, le bassin bénéficie d'un facteur positif supplémentaire : une première modernisation favorisée par l'électrification (20 % en 1912) et l'introduction de marteaux pneumatiques (3 % de la production cette même année). Cela rendit possible l'accroissement de la production. En 1913, elle dépasse 27 millions de tonnes. La mécanisation naissante ne suffit pas à absorber cet accroissement des débouchés. Une augmentation du nombre d'ouvriers est nécessaire pour obtenir ces résultats. On enregistre un total supérieur à cent trente mille ouvriers (Gillet 1973 : 220-223, 307 ; Le Maner 1993 : 53-55). Parmi eux, figurent les travailleurs émigrés asturiens.

- 14 Face à la carence de bras, cette campagne des recruteurs français dans la région a été accueillie par le patronat asturien avec une hostilité manifeste étant donné l'omnipotence qu'il avait développée en l'absence de contre-pouvoir. Rien d'étrange donc à ce qu'il utilise ses influences auprès du gouvernement pour que ce dernier prenne parti dans cette affaire. Au moment critique du processus – les départs des grands contingents de la mi-juillet 1913 – le ministre du développement, Rafael Gasset, télégraphia aux gouverneurs des Asturies et de Guipúzcoa pour leur demander d'augmenter la vigilance. Ils ne devaient pas permettre l'embarquement de ceux qui présentaient la moindre carence dans leurs papiers ou qui étaient encore soumis au service militaire¹⁸. Il envoya ensuite le directeur général du commerce Estanislao D'Angelo étudier la situation sur le terrain pour en faire un rapport. Ce dernier rencontra les gouverneurs à Oviedo, ainsi que l'entrepreneur minier Inocencio Figaredo, les représentants de la chambre du commerce et le secrétaire général du SOMA, Manuel Llana¹⁹. Après ces consultations, le conseil des ministres considéra que la guerre et la gouvernance prendraient des dispositions pour réguler le courant migratoire, tout ceci avec une grande vigilance et l'application rigoureuse de la loi en ce qui concerne les prérequis pour pouvoir s'expatrier que le ministère du développement avait ordonnés une quinzaine de jours plus tôt²⁰.
- 15 Quoiqu'il en soit, la bataille principale se joua dans la sphère de l'opinion publique avec les moyens de communication comme support. Le journal *El Carbayón*, interprète des intérêts patronaux, accusa le syndicat minier et son secrétaire Manuel Llana de fomenter cette émigration pour rendre plus chère la main d'œuvre de la région. Les incriminés démentirent cette affirmation et attribuèrent le mouvement de population aux mauvaises conditions de travail dans les Asturies, et en particulier aux salaires, qui étaient l'une de leurs revendications de premier plan à cette époque. Ils revendiquaient l'établissement d'un salaire minimum qui existait déjà en France, comme le leur indiquaient les lettres des expatriés et comme le savait Llana, pour éviter qu'aux mauvais jours les ouvriers travaillant à la journée ne rentrent chez eux les mains pratiquement vides²¹. Dans la suite du débat, le journal conservateur chiffrait les revenus à une moyenne de cinq à sept pesetas la journée, ce que contestait Llana en prenant pour exemple les exploitations où les mauvaises conditions ne permettaient en aucun cas aux ouvriers à la commande de dépasser trois pesetas. *El Carbayón* contrattaqua en publiant les salaires moyens du groupe Baltasara appartenant à Fábrica de Mieres et qui était l'un de ceux qui présentaient les conditions les plus favorables (Llana Zapico 1913b). Llana répondit que, même en acceptant l'extrapolation des journées de Baltasara à toutes les Asturies, hypothèse non réelle, les six pesetas étaient inatteignables pour 90 % des mineurs (Llana Zapico 1913c).
- 16 De son côté, la *Hullera Española* rendait publics, par la voix de son directeur Manuel Montaves, les tarifs journaliers du groupe Cutrifera, mentionné négativement par Llana dans son article du 22 juillet. La réaction du secrétaire du syndicat minier fut l'incrédulité devant les chiffres apportés par Montaves. Il reprocha les conditions de travail oppressantes auxquelles il soumettait ses ouvriers. La conclusion logique de tout cela fut donc de reprocher aux entreprises leur agitation devant cette émigration alors qu'il ne tenait qu'à elles d'améliorer les conditions de travail dans le sens défendu par le SOMA (Montaves 1913a ; Montaves 1913b ; Llana Zapico 1913a ; Llana Zapico 1913c). Cet épisode fut très utile au syndicat. Il lui permit de mettre en avant la mauvaise situation des mineurs asturiens. Les effets importants de cette émigration sur

le marché du travail ne lui échappaient pas. Il le démontra des années plus tard quand il essaya paradoxalement d'éviter l'immigration de mineurs vers les Asturies parce qu'ils « portaient préjudice à l'organisation ouvrière asturienne en acceptant du travail à des conditions honteuses »²².

- 17 Un autre argument avancé par Llana pour expliquer le départ était la plus grande tolérance des entreprises françaises à l'égard des organisations syndicales. Il ne faut pas oublier que l'on se trouve encore dans la période des luttes fondatrices du SOMA qui dut se battre pour obtenir d'être reconnu comme interlocuteur et arracher aux sociétés asturiennes le droit des travailleurs à se syndiquer. Cette circonstance l'amena à organiser des grèves majeures contre les navires amiraux du charbon régional, comme la Fábrica de Mieres, Hulleras de Turón ou Hullera Española, et même contre des sociétés de taille plus petite mais encore plus inflexibles comme la Real Compañía Asturiana de Minas²³. Comme l'a écrit José de la Fuente : « le premier obstacle que le syndicat dut vaincre fut la résistance de la classe patronale au fait que les ouvriers s'organisent » (De la Fuente 1917 : 6). Les horaires de travail furent également l'objet de débats. Pendant que *El Carbayón* faisait allusion à de longues journées à l'étranger, Llana rappelait qu'en France la journée de travail comptait huit heures et qu'en Asturies, elle était nettement plus longue. De fait, cela faisait déjà plus de trois ans que les mineurs français avaient obtenu cette avancée alors que Llana travaillait précisément dans les mines françaises, raison pour laquelle il connaissait bien cette législation²⁴.
- 18 L'accusation lancée par *El Carbayón* qui présentait Llana comme l'instigateur de cette émigration peut être considérée comme vraisemblable. D'abord, il pouvait parler avec autorité et conseiller ceux qui voulaient l'entendre parce qu'il avait travaillé à Liévin entre 1908 et 1910 (Muñiz Sánchez 2011). En outre, le départ de mineurs ne favorisait pas seulement les intérêts du syndicat à un moment crucial. Les documents de la compagnie française semblent confirmer que les mineurs qu'elle a embauchés étaient particulièrement revendicatifs et s'il subsistait un doute, quand ils voulurent intervenir dans la polémique (pour donner raison à Llana), ils le firent par des lettres destinées au secrétaire du SOMA qu'il fit suivre à la presse²⁵.
- 19 À son tour, le ministre du développement tenta de freiner l'hémorragie de bras et de calmer l'opinion publique en annonçant qu'il avait été sollicité par les mineurs émigrés afin de les aider à rentrer en Espagne et que des mesures étaient en préparation à cette fin²⁶. Le résultat de cette campagne de propagande fut différent des attentes puisque les expatriés en furent informés et firent parvenir à la presse, via Manuel Llana, plusieurs lettres, individuelles et collectives, qui démentaient qu'ils ne fussent pas à leur aise en France. En premier lieu, l'entreprise payait les salaires indiqués et il en résultait un revenu jusqu'à douze reales de plus qu'en Asturies. L'amélioration était amplifiée par des articles de première nécessité meilleur marché. Chaque couple marié avait été installé dans une maison avec prêt sans intérêts pour l'acquisition du mobilier. De plus, les enfants étaient accueillis dans les écoles laïques de la compagnie, bien que le ministre Gasset eut déclaré qu'il n'y avait pas d'écoles dans la zone. Ceux qui avaient voyagé sans leur famille avaient reçu l'assurance du directeur d'un regroupement à sa charge. La barrière de la langue était surmontée par deux ou trois traducteurs dans chaque puits. Enfin, les ateliers étaient en bon état et l'organisation du travail satisfaisante²⁷.

20 La Grande Guerre interrompit ce courant migratoire. Seize mineurs espagnols furent faits prisonniers par les Allemands et obligés à travailler à la construction de tranchées²⁸. On ne dispose plus d'informations sur les émigrés à partir de ce moment. Le conflit a interrompu définitivement le flux des mineurs entre les deux régions. Il ne reprit jamais. À la fin de la guerre, les circonstances géopolitiques incitèrent les entreprises françaises à faire venir des milliers de Polonais (Ponty 2004 ; Prato et Doue 1975 ; Noiriel 1986). Cet épisode révèle clairement que les entreprises minières asturiennes se trouvaient encore dans un état de gestion de la main d'œuvre assez primitif, ce que confirme leur réaction devant l'adversité. On faisait appel aux influences politiques, à la coercition et à la manipulation médiatique en niant les évidences des comparaisons défavorables des conditions de travail de part et d'autre des Pyrénées et en refusant de reconnaître le SOMA comme interlocuteur. Cette stratégie était objectivement totalement inadaptée aux nouvelles circonstances qu'elles semblaient vouloir ignorer : le nouveau syndicat n'était plus un adversaire qu'on pouvait ignorer ou écraser selon sa convenance, comme ce fut le cas auparavant.

La maturité du mouvement ouvrier asturien et son accueil par le patronat

21 Cet archaïsme ou inadaptation de la réponse patronale aux problèmes de recrutement est également visible dans la gestion des conflits du travail. L'autoritarisme des décennies précédentes refuse de disparaître malgré le fait que le nouveau syndicat apparaît comme un formidable adversaire. L'organisation créée par Manuel Llana s'est constituée officiellement en novembre 1910 (Ruiz 1968 : 133). Le chemin restant à parcourir pour la consolider ne fut pas facile, comme ne l'avait pas été la première étape. C'est dans la dernière décennie du XIX^e siècle que se produit une floraison d'associations ouvrières locales. On compte jusqu'à soixante-dix syndicats et quatre mille affiliés aux abords du XX^e siècle (Shubert 1984 : 136-137 ; Saborit 1964 : 22). Ces premières organisations manquaient d'expérience et d'organisation dans leur fonctionnement. Elles se trouvaient désemparées par leur faiblesse numérique devant les grandes entreprises industrielles qui jouaient littéralement avec elles, sachant que la capacité de résistance des mineurs s'épuiserait avec la dernière paie reçue. Le résultat des grèves était invariable : renvois, retour au travail dans les mêmes conditions, voire pire et disparition du syndicat décapité et déprécié. Il en fut ainsi lors de la fameuse « *huelgona* » (grande grève) de 1906 à Fábrica de Mieres, fruit des répercussions dans le travail de la crise du début du siècle qu'on a évoqué plus haut et dont les listes noires ont poussé Manuel Llana à l'exil pour pouvoir trouver du travail²⁹. Le résultat final est suffisamment explicite : le syndicat de Fábrica de Mieres passa de 800 à 100 affiliés après cette défaite (Shubert 1984 : 137-139).

22 Ces événements et l'éloignement de Manuel Llana jouèrent le rôle d'un coup de semonce pour le syndicalisme, non seulement au niveau de la région, mais aussi à l'échelle nationale. Après être passé par Puertollano, Madrid et à nouveau Mieres en se consacrant à diverses activités, Llana finit à la Société des Mines de Liévin, où il resta avec sa femme et sa fille entre 1908 et 1910 (Suárez Iglesias 1979 : 25 ; Saborit 1964 : 146)³⁰. Il y rencontra bien plus qu'un mode de vie temporaire en découvrant l'existence d'un puissant syndicat minier, la Chambre syndicale du Pas-de-Calais (*Vieux syndicat*). Elle différait de tout ce qu'il avait connu jusque-là dans son expérience politico-

syndicale. C'était une organisation unique pour toutes les catégories ouvrières et toutes les entreprises du bassin minier, centralisée et disciplinée dans la prise de décisions et la captation de ressources économiques. Un syndicat de ce type n'existe pas en Espagne avant que Llaneza, avec le bagage acquis en France, ne fonde le SOMA en 1910 (Saborit 1964 : 156 ; Shubert 1984 : 141 ; Pérez Ledesma 1987 : 242-243), en commençant à appliquer l'analyse conjoncturelle pour laquelle Émile Basly, le leader du syndicat français, était passé maître (Muñiz Sánchez 2011 ; Michel 1972 ; Llaneza Zapico 1915).

- 23 Avec le SOMA, l'attitude des entreprises devait changer. Il n'était pas possible de le détruire comme bon leur semblait, comme ce fut le cas avec ses précurseurs, du fait de sa puissance organisationnelle et son implantation. Dans les premiers temps, le syndicat devait montrer toutes ses qualités pour convaincre les mineurs asturiens qu'il ne s'agissait pas d'une nouvelle expérience vouée à l'échec, mais bien destinée à faire plier la résistance des compagnies pour reconnaître le syndicat comme un interlocuteur. Ce seront les premiers conflits (Moradiellos 1986 : 146-148 ; Shubert 1984 : 141-145) dirigés contre les plus intransigeantes des houillères asturiennes, luttes hautement symboliques, qui feront partie des mythes fondateurs de l'organisation. De fait, rien n'était plus logique que de s'engager contre la Fábrica de Mieres, celle qui, en 1906, avait porté le coup le plus mémorable au mouvement ouvrier asturien. Le 1^{er} mai 1911, l'entreprise licencia un groupe de travailleurs pour absentéisme alors qu'ils avaient participé à la fête du travail (Ruiz, 1968 : 142 ; Shubert, 1984 : 142)³¹. Le SOMA y a vu l'opportunité qu'il attendait. Il déclara la grève et l'emporta sur une entreprise surprise par les nouvelles capacités d'organisation du syndicat. La reconnaissance populaire associée à cette victoire se traduisit par un accroissement des adhésions au deuxième trimestre de cette année. Il démarra avec 875 syndiqués pour se terminer avec 1800 cents cotisants (Shubert 1984 : 142)³². En tous cas, si cette augmentation est notable, le fait d'avoir atteint l'année suivante les dix mille syndiqués, plus de 62 % des mineurs de la région, peut être considéré comme une véritable prouesse obtenue grâce à la réussite face à Fábrica de Mieres (Shubert 1984 : 142).
- 24 Dès lors, du fait de son efficacité, le syndicat est l'objet de l'ire des autres grandes entreprises. *Hulleras de Turón* licencia un syndicaliste, probablement pour provoquer le SOMA et l'entraîner dans une lutte que les compagnies espèrent gagner pour détruire la nouvelle organisation encore embryonnaire, comme ils l'avaient déjà fait. L'intransigeance patronale eut sa réponse mais elle fut assurément différente de celle attendue. D'une part, ce fut la grève générale qui mobilisa près de vingt-mille mineurs le onze septembre³³. D'autre part, Canalejas fut contacté – suivant la logique de l'intermédiation de l'État apprise en France – pour l'informer de la situation. Le gouvernement envoya Gumersindo de Azcárate au nom de l'Institut des Réformes Sociales pour modérer le conflit qui se termina en quelques jours avec une nouvelle victoire syndicale (Ruiz 1968 : 142)³⁴.
- 25 Un schéma identique se produisit entre mai et septembre de l'année suivante, cette fois contre la *Hullera Española* qui se vit finalement obligée de réintégrer les personnes licenciées en reconnaissant le SOMA comme représentant légitime des ouvriers³⁵. Cette entreprise, propriété du très catholique marquis de Comillas et bastion de l'intransigeance patronale, n'a même pas essayé de prolonger l'affrontement au-delà de quatre mois. Les pertes induites étaient de loin plus importantes que les bénéfices d'une éventuelle victoire. L'idéologie, même dans ses manifestations les plus extrêmes, finit tôt ou tard par laisser le pas au pragmatisme. Mais cette logique n'était pas

partagée par toutes les compagnies. Dans le cas d'une entreprise de plus petite taille, la Real Compañía Asturiana de Minas (RCAM), le fanatisme du directeur s'impose sur toute considération économique en donnant lieu à une grève d'une ampleur encore inconnue dans les Asturies tant par sa durée que par sa dureté.

- 26 On a signalé l'importance de ces premières grandes grèves du SOMA. En à peine un an, Llanaza réussit à faire plier trois des plus grandes et autocratiques entreprises de la région : Fábrica de Mieres, Hulleras de Turón et Hullera Española. Le SOMA était maintenant relativement puissant, mais il lui restait encore beaucoup de résistances à vaincre. Des compagnies restaient réfractaires à la résolution des conflits par la négociation, en considérant que cela réduirait leur autorité sur les ouvriers. Ainsi, lors d'un meeting tenu à Carbayín en juillet 1912, les leaders du SOMA intimèrent de rester vigilants après les succès et de se préparer aux luttes qui s'annonçaient. Il s'agissait d'employer la même méthode qu'auparavant avec les entreprises encore réticentes³⁶.
- 27 La première occasion est apportée par la Real Compañía Asturiana de Minas (RCAM). Elle offre en même temps la possibilité d'une revanche : le motif de la désastreuse grève de 1903 fut précisément, outre les licenciements, le refus de l'entreprise de reconnaître comme interlocutrice l'organisation socialiste qui existait à Arnao (De la Madrid Álvarez 2001 : 44-45 ; García López et al. 2004 : 137). Les premières escarmouches de la fin du XIX^e siècle débouchent en 1901 sur la constitution du groupement socialiste. Dans cette dynamique, l'échec des grèves de 1900 et 1903 supposait le démantèlement du mouvement ouvrier (De la Madrid Álvarez 1999 : 153)³⁷. L'épisode de 1903 provoque une véritable hécatombe³⁸ parce que l'entreprise fit preuve de toute la dureté qui pouvait la caractériser dans ses relations avec les travailleurs, ceux qu'elle prétendait amadouer par une proposition paternaliste en leur offrant des habitations et une série d'institutions - économat, écoles, centres d'activités récréatives - dont les finalités consistaient aussi à maintenir les mineurs dans une fidélité docile (Muñiz Sánchez 2007). En réalité, lorsque le climat social n'était pas si idyllique qu'on l'attendait, la RCAM était terriblement expéditive. C'est ce qui explique qu'en 1903, le sévère directeur Uhagón fit pression sur les familles, infiltra des espions parmi les « rebelles » et utilisa même la presse locale pour lancer des menaces à peine voilées de fermeture de l'exploitation (De la Madrid Álvarez 2001 : 44-45). L'entreprise l'emporta et les conséquences furent terribles : le groupement socialiste vit ses effectifs réduits de moitié et les familles des cent cinquante ouvriers licenciés se virent contraintes d'émigrer, pour la plus grande partie vers les États-Unis, en Californie (De la Madrid Álvarez 2001 : 44-45 ; García López *et al.* 2004 : 137) et en Virginie Occidentale (González 2003). Dans tous les cas, le résultat est comparable à celui d'autres grèves similaires, comme celle de Duro Felguera la même année (Shubert 1984 : 138).
- 28 Jusqu'à l'été 1912, le syndicat n'avait pas prêté trop d'attention à cette compagnie du fait qu'il était pris dans les événements mentionnés plus haut. La RCAM avait reçu en mars la circulaire envoyée à toutes les entreprises qui sollicitait une augmentation salariale de 15 %³⁹ en profitant de la conjoncture favorable offerte par la grève des mineurs anglais améliorant notablement les ventes du charbon asturien (Vigil Montoto 1990 : 251). Le directeur Uhagón fit la sourde oreille pour ensuite consentir à une augmentation de 8 %⁴⁰. Mais, à partir de l'été, le traitement s'était personnalisé, pour ainsi dire. Ainsi, en septembre, la section de Arnao fit un meeting à Salinas auquel se rendit, entre autres, l'un de ses leaders locaux, José Gómez, mais aussi le premier dirigeant, Manuel Llanaza⁴¹.

- 29 La section locale du SOMA avait commencé à s'organiser au début de 1911, ce qui avait donné lieu en réaction au licenciement des quatre ouvriers identifiés comme meneurs du nouveau syndicat dans le secteur⁴². Il ressort que le Syndicat Minier ne réagit pas à ces licenciements comme il le fit plus tard dans les cas comparables de Fábrica de Mieres, Hulleras de Turón ou Hullera Española. Il n'y a pas d'autre explication que celle qu'apporte une froide analyse de la conjoncture, qui ne conseillerait pas d'engager des mouvements, que ce soit parce que le SOMA était encore faible ou parce qu'il s'agissait d'enranger des forces pour pouvoir engager la lutte. Llaneza appliquait fidèlement les leçons apprises en France.
- 30 Les choses changèrent l'année suivante. Au motif de la fête du premier mai, Uhagón s'en tenait aux sévères décisions prises dans l'optique de décapiter le syndicat lors du précédent exercice, étant donné qu'il considérait que de ne pas les avoir adoptées « nous aurions déjà la grève installée »⁴³. Bien que le chômage à la mine fût complet le 1^{er} mai – grâce à plusieurs délégués syndicaux envoyés depuis Avilés, selon Uhagón – l'attitude de la direction semblait être devenue plus prudente, en ordonnant d'ignorer les événements, sans doute parce que l'organisation et ses revendications prenaient corps et que des menaces plus dignes d'être prises en compte se faisaient jour,⁴⁴.
- 31 En prévision et en tenant compte du fait que la fabrique de zinc annexe avait besoin de charbon – qui se raréfiait à cause de la grève en Angleterre – pour maintenir la production, Uhagón proposait à Hauzeur l'achat de trois mille tonnes de combustible pour se garantir une réserve d'au moins un mois. C'était crucial parce que l'arrêt des fours de fusion n'impliquerait pas seulement une perte en production mais aussi la mise en place d'une longue et coûteuse procédure de remise en route. Le directeur estimait que la seule connaissance de ce stock dissuaderait les mineurs d'organiser un conflit et que si la grève arrivait finalement, la garantie du bon fonctionnement de la fabrique de zinc pendant quelques semaines équivaldrait à l'emporter parce que les mineurs se trouveraient asphyxiés économiquement et devraient retourner travailler⁴⁵. Il croyait que cela lui permettrait de calmer l'ambiance non seulement à la mine, mais aussi à la fabrique où on commençait aussi à percevoir des signes d'inquiétude⁴⁶. Constituer des réserves était essentiel. Cinq cents tonnes de charbon furent acquises en mai 1912⁴⁷.
- 32 Uhagón prétendait appliquer au conflit qui s'annonçait à nouveau en 1912 les recettes du temps passé, comme en 1903 lorsque les travailleurs durent cesser la lutte parce qu'ils n'avaient plus rien pour se nourrir, avant de procéder ensuite à la purge dans les rangs. Mais les temps avaient changé et le directeur le savait. C'est pourquoi il fit preuve à certains moments d'une retenue inhabituelle chez lui, mais il était loin d'imaginer toute la portée de la nouvelle situation. Il estimait par exemple que presque tous les mineurs étaient probablement membres du syndicat⁴⁸, mais il ne soupçonnait pas ce que pouvait supposer une grève dans ces conditions, avec l'appui de milliers d'autres mineurs asturiens.
- 33 Cette situation de calme précaire se prolongea pendant quelques mois. Finalement, Uhagón licencia l'un des syndicalistes les plus connus et la section locale du SOMA envoya une commission – qui ne fut pas entendue – pour exiger sa réintégration. Peu après, le quinze octobre, une autre délégation se présenta à Arnao, présidée par Manuel Llaneza en tant que secrétaire, comme indiqué dans les statuts⁴⁹. Cette seconde commission fut reçue par Uhagón qui refusa non seulement de réintégrer le mineur licencié, mais même d'avoir la moindre discussion avec le syndicat. L'entrevue dura

trois minutes et fut sanctionnée par une déclaration de grève⁵⁰. Celle-ci fut effective le vingt-huit octobre, date où ne se présentèrent que les quelques ouvriers pour assurer l'entretien minimum de la mine, assez exigeant, avec une exploitation partiellement sous-marine (pompage, etc.)⁵¹.

- 34 Les revendications des mineurs résidaient dans la réintégration du licencié, le respect de la journée de neuf heures et la suppression des contrats journaliers. Mais, assez rapidement, ils renoncèrent aux deuxième et troisième conditions⁵². La réaction de l'entreprise qui se préparait à ces éventualités, comme on l'a vu, fut de commander du charbon à plusieurs entreprises asturiennes et britanniques tout en planifiant d'éteindre deux ou trois fours, qui, de toutes façons, devaient être réparés⁵³. Dans les premiers temps, les dirigeants se montraient confiants, prévoyant une fin rapide du conflit par la fatigue des grévistes. Ils étaient rassurés par les travaux de maintien de la mine grâce au personnel restant⁵⁴. Une telle satisfaction ira décroissante. Pendant huit mois, il faudra se contenter de travaux rudimentaires. Entre novembre et juin, la production sera résiduelle du fait des profonds déficits de personnel⁵⁵. L'inquiétude ira croissante à l'approche des limites de temps avancées par Uhagón pour la grève. Le SOMA, en donnant chaque semaine entre quinze et dix-huit pesetas en bons à chaque famille, faisait son possible pour la prolonger⁵⁶. Par ailleurs, les ouvriers qui conservaient de petites exploitations agricoles – qui ne devaient pas être rares à cette époque – bénéficiaient d'une récolte encore récente. Pour eux, l'absence de salaire était moins sensible. Le directeur commençait à imaginer un futur bien sombre, si bien qu'il mit en place un budget de six mille pesetas mensuelles pour l'entretien et quatre mille autres pour les gardes civils cantonnés dans la localité⁵⁷.
- 35 Quoiqu'il en soit, l'inquiétude ne se limitait pas seulement au côté patronal. Les ouvriers commençaient également à accuser l'effort. Ils prirent conscience de la nécessité d'interrompre également les travaux d'entretien de la mine pour forcer l'entreprise à la négociation, ce qu'ils n'obtinrent jamais. Pour cela, la surveillance des accès à l'exploitation contrôlés par des piquets était fondamentale :
- « Les grévistes ont installé des gardes permanents sur les chemins des alentours afin d'empêcher que des ouvriers extérieurs viennent demander leur travail⁵⁸ ».
- 36 Ces voies réunissaient d'autres caractéristiques particulières qui furent favorables aux travailleurs à cette occasion. Le village, la mine et la fabrique d'Arnao se trouvent dans un endroit difficile d'accès, entre la mer et une colline, où l'on accède nécessairement par une route sinueuse à une extrémité et un tunnel appartenant à la compagnie de l'autre côté. Cette disposition avait traditionnellement favorisé la RCAM qui exerçait un contrôle absolu de tous les mouvements d'entrée ou de sortie grâce aux gardes barrières installés aux points stratégiques (Muñiz Sánchez 2007).
- 37 À la mi-décembre, le SOMA prit la décision de tirer un coup de semonce parce qu'il n'était pas intéressé par un enlèvement du conflit. De son côté, l'entreprise ne semblait pas se trouver dans une situation désespérée. Il fut décidé de destiner cinq mille pesetas pour payer les dettes des grévistes envers les commerçants, un geste de bonne volonté qui reçut une importante publicité⁵⁹. On réunit à Piedras Blancas, Avilés et Sama de Langreo des meetings afin de faire connaître l'évolution de la grève. Teodomiro Menéndez et Manuel Llana y participèrent en tant qu'orateurs les plus remarquables⁶⁰. Jusqu'alors, ils n'avaient récolté que des succès contre des entreprises plus grandes et plus puissantes que la RCAM, ce qui lui avait valu un accroissement rapide du nombre des adhérents du SOMA. Il ne pouvait pas permettre que son image

laborieusement construite vienne à se ternir. À la fin du mois de novembre, une partie des grévistes avaient abandonné la zone, sans doute à cause du manque de revenus et de l'épuisement des rares perspectives de résolution du conflit⁶¹.

- 38 La seconde étape fut de déclarer la grève générale dans les mines des Asturies par solidarité avec les travailleurs de la RCAM⁶². Après une campagne d'informations⁶³, elle débuta le vingt février sans aucun incident. À ce moment, le SOMA acquiesça une audience nationale et même internationale par cette grève d'une durée et avec un déroulement inédit⁶⁴. Il reçut même des dons en provenance des États-Unis.⁶⁵
- 39 Au mois de mai, Uhagón essaya de recruter des travailleurs à Lugo et el Bierzo. Il réussit à en embaucher quarante-deux⁶⁶. Le temps pressait car, comme on l'a dit, le maintien hors d'eau d'une mine partiellement sous-marine comme celle d'Arnao n'était pas facile. Par ailleurs, au début du mois, un ancien feu avait été ravivé dans une galerie⁶⁷. Une fois arrivés dans les Asturies, ces ouvriers ne voulurent pas aller jusqu'à Arnao, en alléguant qu'ils avaient été dupés⁶⁸. L'expédition du contre-maître était loin d'être secrète puisque son départ avait été détecté par les syndicalistes qui continuaient à exercer une véritable hégémonie sur l'espace. Ce départ fut même annoncé par la presse avec un appel aux mineurs à faire la sourde oreille aux sollicitations⁶⁹. À leur arrivée à Mieres, les ouvriers avaient été harangués par un membre du syndicat qui leur avait fait comprendre la situation et les avait préparés pour que Teodomiro Menéndez à Oviedo et Llaneza à Avilés terminent de les convaincre, sans que le contre-maître Aquilino Díaz ne puisse rien faire pour éviter leur retour vers leurs lieux d'origine. Des hommes de main armés durent s'enfuir devant la réponse qu'ils reçurent⁷⁰. Le voyage de retour, la nourriture et le logement furent effectivement pris en charge par le SOMA⁷¹.
- 40 L'obstiné Uhagón ne cillait pas. En juin et juillet, il arriva enfin à capter un total de soixante ouvriers galiciens, nombre qui semblait suffire pour réussir à reprendre une production qui, associée aux approvisionnements extérieurs, permettrait d'allumer les fours qui restaient éteints⁷². Ce coup fut décisif. Il achèva de décourager les grévistes. En septembre, la mine vit le retour d'un groupe important d'ouvriers⁷³. Au bout d'un an, la grève était terminée. Bien que plus difficile à obtenir que ce qu'il prévoyait initialement - le mois de grève prévu s'était converti en presque une année - Uhagón avait vu s'accomplir son objectif ultime : garantir « une paire d'années de tranquillité ouvrière »⁷⁴. Il s'agissait d'une bien maigre victoire, obtenue au prix de grosses pertes économiques. C'est l'exemple parfait de l'extrême inadaptation de la mentalité des gestionnaires miniers de l'époque à la nouvelle situation sociale. La mine d'Arnao, fragile et dégradée par les défauts d'entretien dus à la grève, allait cesser d'être exploitable peu après, en 1915, au pire moment, à cause de la hausse des prix induite par la Grande Guerre (García López *et al.* 2004 : 264)⁷⁵.
- 41 La Première Guerre mondiale constitua une période d'opportunités pour la houille des Asturies du fait de la disparition momentanée des charbons étrangers traditionnellement concurrents des combustibles nationaux. Comme on vendait alors à très bon prix, on essaya par tous les moyens d'augmenter la production. Pour y arriver, l'augmentation de la main d'œuvre et des salaires s'imposa. Malgré cela, le déficit de recrutement ne fit que s'accroître. Ce ne fut pas le seul problème. Au début de la guerre, le journal de Gijón *El Comercio* publia deux contributions de Julián G. Muñiz, un spécialiste des mines renommé. Il critiquait notamment le défaut des moyens de transport, carence déjà notable en temps normal⁷⁶. Malgré le goulet d'étranglement des

transports, on obtint des bénéfices extraordinaires grâce à une augmentation extensive de la production. Mais cette orientation se fit au détriment de la productivité du fait de la mise en exploitation, avec des méthodes artisanales, de gisements secondaires (Díaz-Faes Intriago 1979 : 81-92). Après la guerre, il aurait été possible d'augmenter la productivité au moyen d'investissements dans la modernisation technique. Ces dépenses ne furent jamais réalisées. Les entreprises préférèrent encaisser intégralement les énormes bénéfices de la période précédente sans les réinvestir. Cette augmentation de la productivité aurait pu résoudre le problème de la main d'œuvre en permettant d'offrir de meilleurs salaires. Ce ne fut pas le cas.

Conclusion

- 42 Les années 1907-1914 ont été celles d'une profonde crise de main d'œuvre dans les mines des Asturies. Elle fut le résultat d'une intensification de l'émigration des ouvriers qualifiés et de l'action d'un nouveau modèle syndical représenté par le SOMA. Celui-ci rompt la domination unilatérale exercée par le patronat jusqu'en 1910. L'approche avec laquelle les entreprises ont affronté cette nouvelle situation est marquée par les caractéristiques de la période précédente, avec des mesures coercitives et autoritaires, dont le manque de résultats eut un coût considérable pour les compagnies comme pour les travailleurs impliqués. On eut largement recours à des contacts politiques au plus haut niveau pour essayer autant que possible de faire échouer le départ de mineurs vers l'étranger. Cela s'accompagna d'une activité médiatique très agressive, propageant par la presse des informations erronées afin de mettre un terme à ce courant migratoire. Il y eut également des actions très expéditives contre l'implantation du SOMA, nouveau syndicat industriel qui démontrera bientôt une efficacité bien supérieure à celle des petits groupes locaux mal organisés qui, jusque-là, étaient manipulés puis démantelés selon le bon vouloir des entreprises. Pour autant, l'ascension de ce nouvel équilibre des forces a tardé à se mettre en place. Entre-temps, la nouvelle organisation a été amenée, malgré sa modération, à promouvoir des grèves avec pratiquement pour seul objectif sa reconnaissance comme interlocuteur des entreprises. Il existe en outre une relation entre les deux facteurs étant donné que, pour le syndicat, la question migratoire fut à l'époque un élément central sur lequel se concentre une bonne partie de l'affrontement avec les instances patronales. À son tour, cet affrontement se reflète dans l'émigration puisqu'il génère un climat social complexe en contribuant à la mise en relief de meilleures conditions de travail à l'étranger.
- 43 L'hémorragie de bras s'accroît en 1913. Elle n'a pas été contrecarrée par l'action patronale. Au contraire, le refus de reconnaître les causes endogènes profondes de cette crise minait les bases de son assise. Seules les circonstances du déclenchement de la Première Guerre Mondiale, avec toutes les distorsions qu'elle produisit, endiguèrent l'hémorragie migratoire. Cette fortune conjoncturelle apportée par la Grande Guerre à la houille asturienne ne fut pas mise à profit pour mettre un terme aux carences structurelles générant les difficultés de recrutements. Après la situation extraordinaire apportée par la guerre, les compagnies ont laissé échapper l'occasion d'améliorer la productivité, les salaires, la compétitivité et les bénéfices de la modernisation technique des exploitations. Les bénéfices conjoncturels de la Première Guerre mondiale furent en ce sens une opportunité unique mais les entrepreneurs préférèrent

encaisser les bénéfices engendrés par la crise mondiale. Ailleurs, dans des régions comme le Nord-Pas de Calais, très similaires aux Asturies, les entreprises amplifièrent la tendance d'avant-guerre, en extrayant des quantités croissantes de houille, notamment grâce à la mécanisation. Dans les Asturies, rien de tel : après le conflit, le secteur minier redevient dépendant de la protection tarifaire et les conditions salariales restent médiocres.

BIBLIOGRAPHIE

- BASLY, Émile. La loi de huit heures dans les mines. *Le Réveil du Nord*, 1910, vol. 11.
- CONUS, Marie-France, COOPER-RICHET, Diana, et CORDEAU, Sébastien. *10 mars 1906, Compagnie de Courrières : enquête sur la plus grande catastrophe minière d'Europe*. Centre historique minier du Nord-Pas-de-Calais, 2006.
- COOPER-RICHET, Diana. *La Fédération nationale des mineurs, contribution à l'histoire du syndicalisme français avant 1914*. 1976. Thèse de doctorat.
- MADRID ÁLVAREZ, Juan Carlos de la. *Avilés, una historia de mil años*. 1999.
- DE LA MADRID ÁLVAREZ, Juan Carlos. *De Arnao a California*. DE LA MADRID ÁLVAREZ, Juan Carlos. *Paralelo 38. Avilés y el siglo XX en cien capítulos*, Azucel, 2001.
- DE LA FUENTE, José. Origen y actuación de nuestro sindicato. *El Minero de la Hulla*, 1917, n° 39, p. 6-10.
- DÍAZ-FAES INTRIAGO, Juan. *La minería del carbón en Asturias. Un análisis histórico*, Universidad de Oviedo, 1979.
- ECK, Jean-François. Les luttes sociales remanient l'échiquier politique. CONUS, Marie-France, COOPER-RICHET, Diana. CORDEAU, Sébastien *et al.* *10 mars 1906. Compagnie de Courrières. Enquête sur la plus grande catastrophe minière d'Europe*, Centre Historique Minier de Lewarde, Lewarde, 2006.
- ECK, Jean-François. La recomposition du personnel de la Compagnie des mines de Courrières après la catastrophe. *10 mars 1906. La catastrophe des mines de Courrières... Et après ?*, Centre Historique Minier de Lewarde, Lewarde, 2007.
- PÉREZ, Adolfo Fernández. *Juventudes y socialismo en Asturias : (primer tercio del siglo XX)*. Fundación José Barreiro, 2009.
- GARCÍA LÓPEZ, José Ramón, PERIBÁÑEZ CAVEDA, Daniel, DAROCA BRUÑO, Alejandro. *Asturiana de Zinc : Una historia a través de tres siglos*, Madrid, Asturiana de Zinc, 2004.
- GILLET, Marcel. L'âge du charbon et l'essor du bassin houiller du Nord et du Pas de Calais (XIX^e – début du XX^e). TRENARD, Louis (dir.). *Charbon et sciences humaines : actes du colloque organisé par la Faculté des lettres de l'Université de Lille en mai 1963*, Mouton, 1966.
- GILLET, Marcel. *Les charbonnages du Nord de la France au XIX^e siècle*, Mouton, 1973.
- GONZÁLEZ, Gavin W. *Pinnick Kinnick Hill, an American story. Las colinas sueñan en español*, Morgantown, West Virginia University, 2003.

- LE MANER, Yves. *Histoire du Pas-de-Calais : 1815-1945*, Arras, Commission départementale d'Histoire et d'Archéologie du Pas-de-Calais, 1993.
- LLANEZA ZAPICO, Manuel. Ellos y nosotros. *El Noroeste*, 1913, p. 1.
- LLANEZA ZAPICO, Manuel. Ellos y nosotros. Para El Carbayón. *El Noroeste*, 1913, p. 4.
- LLANEZA ZAPICO, Manuel. Ellos y nosotros. Para D. Manuel Montaves. *El Noroeste*, 1913, p. 1.
- LLANEZA ZAPICO, Manuel. Creemos medios y almas socialistas. *El Minero de la Hulla*, 1915.
- LLANEZA ZAPICO, Manuel. Consideraciones. *El Minero de la Hulla*, 1916, n° 19, p. 1-3.
- LLANEZA ZAPICO, Manuel. Veinte años de lucha. *El Minero de la Hulla*, 1929, n° 12 (Tercera Época), p. 1.
- LLANEZA ZAPICO, Manuel. *Escritos y discursos*, Oviedo, Fundación José Barreiro, 1985.
- MARTÍNEZ MÉNDEZ, Pedro. Nuevos datos sobre la evolución de la peseta entre 1900 y 1936. ANES Gonzalo, ROJO, Luis Ángel, TEDDE, Pedro (coords.). *Historia económica y pensamiento social*, Alianza Editorial, Madrid, 1983.
- MICHEL, Joël. *Émile Basly (1854-1928) sur le syndicalisme des mineurs*, Maîtrise, Université Lille III, 1972.
- MONTAVES, Manuel. Remitido. *El Noroeste*, 1913, p. 4.
- MONTAVES, Manuel. Lo que ganan los mineros. *El Cabayón*, 1913, p. 1.
- MORADIELLOS, Enrique. *El Sindicato de los Obreros Mineros de Asturias (1910-1930)*, Universidad de Oviedo, 1986.
- MUÑIZ SÁNCHEZ, Jorge. Paternalismo y construcción social del espacio en el poblado de Arnao (Asturias), 1855-1937. *Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, 2007, vol. XI, núm. 249. (<http://www.ub.es/geocrit/sn/sn-249.htm>).
- MUÑIZ SÁNCHEZ, Jorge. *Del pozo a casa. Genealogías del paternalismo minero contemporáneo en Asturias*, Gijón, TREA, 2007.
- MUÑIZ SÁNCHEZ, Jorge. Le réformisme dans le syndicalisme minier en Espagne au début du XX^e siècle. *Le Mouvement Social*, 2011, n° 234, p. 33-44. DOI : 10.3917/lms.234.0033.
- NOIRIEL, Gérard. L'immigration en France, une histoire en friche. *Annales ESC*, 1986, n° 4, p. 751-769.
- OJEDA, Germán. *Asturias en la industrialización española, 1833-1907*, Madrid, Siglo XXI, 1985.
- PASSAQUI, Jean-Philippe. Le poids des grands accidents miniers de France dans la politique minière des établissements Schneider. 10 mars 1906. *La catastrophe des mines de Courrières... Et après ?*, Centre Historique Minier de Lewarde, 2007, p. 124-130.
- PASSAQUI, Jean-Philippe. Les conséquences de la catastrophe de Courrières sur les mouvements de la population minière machinoise. *Marteau Pilon*, 2007, tome XIX, p. 69 -76.
- PÉREZ LEDESMA, Manuel. *El obrero consciente : dirigentes, partidos y sindicatos en la Segunda Internacional*, Madrid, Alianza Universidad, 1987.
- PONTY, Janine. Les Polonais : une immigration massive. CEGARRA, Marie. *Tous gueules noires. Histoire de l'immigration dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais*, Centre Historique Minier de Lewarde, 2004.

PRATO, Christian, DOUE, Christian. *L'immigration polonaise dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais entre les deux guerres*, Mémoire de Maîtrise sous la direction de M. Gillet, Université Lille III, 1975.

RODRÍGUEZ GONZÁLEZ, Jesús Jerónimo. *La cultura sindical en Asturias, 1875-1917*, Oviedo, Real Instituto de Estudios Asturianos, 2000.

RUIZ, David. *El movimiento obrero en Asturias. De la industrialización a la Segunda República*, Oviedo, Amigos de Asturias, 1968.

SABORIT, Andrés. *Asturias y sus hombres*, Toulouse, UGT-CIOSL, 1964.

SHUBERT, Adrian. *Hacia la revolución : orígenes sociales del movimiento obrero en Asturias, 1860-1934*, Barcelona, Crítica, 1984.

SUÁREZ IGLESIAS, Ramiro. *Vida, obra y recuerdos de Manuel Llana*, Oviedo, Biblioteca Popular Asturiana, 1979 (1e ed. 1932).

VALDOUR, Jacques. *Les mineurs. Observations vécues*, Lille/Paris, Girard/Rousseau, 1919.

VIGIL MONTOTO, Manuel. *Recuerdos de un octogenario*, Madrid, Fundación Pablo Iglesias, 1990.

NOTES

1. En français, les menus.
2. Archaisme survivant de l'époque de la découverte des Amériques. Le terme souligne l'exotisme de la destination (NDT).
3. *El Noroeste*, 27-7-1913, p. 4. « Hay, sin embargo, una pequeña diferencia según el medio, ya que *La Vanguardia* cita el mismo informe para establecer que existieron cuatro remesas de veinte, cuarenta, sesenta y trescientos respectivamente, es decir, un total de cuatrocientos veinte. » - « Il y a pourtant une petite différence selon le moyen étant donné que *La Vanguardia* cite le même rapport pour établir qu'il y a eu quatre vagues de vingt, quarante, soixante et trois cents individus respectivement, c'est-à-dire un total de quatre-cent-vingt. *La Vanguardia*, 27-7-1913, p. 9 ; L'expédition finale de trois cents est également mentionnée par le directeur de la Asturiana de Minas, lettre de Pedro Pascual de Uhagón à Louis Hauzeur, 6-7-1913, AHAZ, L 1004, p. 445. »
4. *El Carbayón*, 10-7-1913, p. 1, y 20-7-1913, p. 1.
5. Archives Nationales du Monde du Travail (ANMT), 1994056-0143, p. 97-101.
6. *El Noroeste*, 27-7-1913, p. 4. *La Vanguardia*, 27-7-1913, p. 9. *El Carbayón*, 20-7-1913, p. 1. Compagnie des Mines de Houille de Courrières, Réunion du Conseil d'Administration du 29 décembre 1913, p. 7. Centre Historique Minier de Lewarde (CHML), D1-201.
7. *Estadística Minera de España, año 1912*, Madrid, 1913, p. 22.
8. Voir la correspondance du directeur de la section de Arnao de la RCAM, Pedro Pascual de Uhagón, AHAZ, L 1004. Ainsi que *El Noroeste*, 24-5-1913, p. 3. *El Carbayón*, 20-7-1913, p. 1.
9. André SANSON, « L'avenir immédiat de la fonderie d'Arnao et la question des salaires », 31-7-1913, AHAZ, Subsección Cuentas, Caja 486/21-2, p. 9.
10. *Ibidem*, p. 4. Traducción del autor (TA).
11. *El Noroeste*, 2-7-1913, p. 2.
12. Compagnie des Mines de Houille de Courrières, Réunion du Conseil d'Administration du 29 décembre 1913, p. 32-33, (CHML), D1-201.
13. « Los mineros asturianos. Cartas interesantes », *El Noroeste*, 25-8-1913, p. 4.
14. La réussite de l'initiative fit que la Real Compañía Asturiana de Minas, qui avait une fabrique à Auby, à proximité de Courrières, fit projeter au directeur de son exploitation à Arnao la

possibilité de recruter des travailleurs asturiens. Lettres de P. P. de Uhagón à Louis Hauzeur, 30-7 y 19-8-1913, AHAZ, L 1004, p. 464-465 y 471-472.

15. Sans conteste, en 1913, le solde global d'échanges d'ouvriers avec d'autres compagnies du bassin minier était largement déficitaire, c'est-à-dire que l'entreprise perdait plus de mineurs qui partaient vers des entreprises concurrentes que ce qu'elle recrutait, même en Belgique voisine. La balance restait négative malgré la réduction des salaires mise en œuvre dans ce pays. Compagnie des Mines de Houille de Courrières, *Réunion du Conseil d'Administration du 29 décembre 1913*, p. 32. CHML, D1-201.

16. Registres de personnel de Courrières, ANMT, 1994056 0143.

17. Compagnie des Mines d'Anzin, *Enquête sur les causes du départ des jeunes ouvriers du fond*, 1912, CHML, 4773.

18. *El Noroeste*, 13-7-1913, p. 4.

19. *La Vanguardia*, 20-7-1913, p. 12 y 27-7-1913, p. 9. *El Carbayón*, 20-7-1913, p. 1. *El Noroeste*, 18-7-1913, p. 1, y 27-7-1913, p. 4.

20. *El Noroeste*, 13-7-1913, p. 4, y 29-7-1913, p. 1.

21. On demandait 5,25 pesetas pour les catégories supérieures. *El Motín*, 31-7-1913, p. 12. De la campaña por el salario mínimo [De la campagne pour le salaire minimum], *El Noroeste*, 2-7-1913, p. 2, 18-8-1913, p. 3 y 11-9-1913, p. 1.

22. *El Socialista*, 22-4-1918, cité dans Adolfo FERNÁNDEZ PÉREZ, *Juventudes y socialismo en Asturias. Primer tercio del siglo XX*, Oviedo, Fundación José Barreiro, 2009, p. 161.

23. Sur ces conflits fondateurs, *El Noroeste*, 11-9-1911, p. 3, 12-9-1911, p. 1, 15-9-1911, p. 3, 24-5-1912, p. 1, 6-6-1912, p. 1, 7-6-1912, p. 4, 27-9-1912, p. 1, 1-10-1912, p. 4, y 1-5-1914, p. 8. Correspondance de sortie du directeur Pedro Pascual de Uhagón, années 1912-1913, AHAZ, L 1004. Manuel LLANEZA ZAPICO, "Veinte años de lucha", *El Minero de la Hulla*, n° 12, 1929, p. 1 et José DE LA FUENTE, "Origen y actuación de nuestro sindicato", *El Minero de la Hulla*, n° 39, 1917, p. 7.

24. Sur la campagne de réduction horaire de la journée de travail en France, voir *Le Réveil du Nord*, 14-5-1909, 20-5-1909 y 13-7-1909. Sur la vigilance quant à son établissement, Émile BASLY, « La loi de huit heures dans les mines », *Le Réveil du Nord*, 11-1-1910. Sobre España, Manuel LLANEZA ZAPICO, "Ellos y nosotros", *El Noroeste*, 22-7-1913, p. 1.

25. "Los mineros asturianos. Cartas interesantes", *El Noroeste*, 25-8-1913, p. 4.

26. *El Noroeste*, 12-8-1913, p. 3, y 17-8-1913, p. 3.

27. « Los mineros asturianos. Cartas interesantes » *El Noroeste*, 25-8-1913, p. 4. La compagnie envisageait conjointement la construction de logements et des services de base tels que des écoles, précisément parce que son objectif prioritaire était d'attirer des travailleurs. Compagnie des Mines de Houille de Courrières, *Réunion du Conseil d'Administration du 29 décembre 1913*, p. 34. CHML, D1-201.

28. *El Noroeste*, 4-11-1914, p. 4.

29. *A la memoria de Manuel Llaneza, en el 10 aniversario de su muerte*, 1932, p. 3.

30. Voir aussi la nécrologie de Manuel Llaneza, *El Noroeste*, 25-1-1931, p. 3. *A la memoria de Manuel Llaneza, en el 10 aniversario de su muerte*, 1932, p. 4.

31. Voir aussi *El Noroeste*, 1-5-1914, p. 8, et Sindicato de los Obreros Mineros de Asturias, *Memoria y estado de cuentas durante el año de 1911*, p. 1.

32. *El Noroeste*, 24-8-1911, p. 3 y 1-5-1914, p. 8.

33. *Ibidem*.

34. Cet auteur attribue par erreur l'origine de la grève à une campagne de licenciements au sein de la Hullera Española et non à celle de Turón. *Vid. El Noroeste*, 11-9-1911, p. 1. Llaneza eut connaissance des efforts produits pour la création d'organismes publics de médiation pendant son séjour en France. Voir à ce sujet les articles d'Émile BASLY dans *Le Réveil du Nord*, 1-12-1909, 7-12-1909 y 14-6-1910, par exemple.

35. On peut suivre ce conflit avec les informations du journal *El Noroeste*, 24-5-1912, p. 1, 6-6-1912, p. 1, 7-6-1912, p. 4, 27-9-1912, p. 1 y 1-10-1912, p. 4. En réalité, dans les informations fournies sur les conflits d'Arnao par ce journal de Gijón à tendance réformiste, le correspondant laisse clairement apparaître sa sympathie pour les travailleurs de la RCAM.
36. Sur ce meeting, voir *El Noroeste*, 9-7-1912, p. 4.
37. La grève de 1900 s'est soldée par neuf licenciements. Elle est la première pour laquelle on dispose de quelques références documentaires réelles. On trouve des informations dans la correspondance du directeur de l'époque, Pedro Pascual de Uhagón, lettre à Jules Hauzeur, 10-7-1900, AHAZ, L 608, p. 366.
38. Ce fut également le cas pour la RCAM, étant donné que le licenciement de quelques anciens fondateurs pour cause de grève fit baisser la productivité, comme le reconnaît un rapport de 1913. Pour autant, Uhagón savait déjà que c'était causer un préjudice économique à la compagnie que de faire preuve d'inflexibilité. Voir le rapport d'André Sanson, « L'avenir immédiat de la fonderie d'Arnao et la question des salaires », 31-7-1913, AHAZ, Subsección Cuentas, Caja 486/21-2.
39. Lettre du SOMA au directeur de la RCAM, 18-3-1912, AHAZ, Subsección Cartas, caja 1475-24-1.
40. Lettre du directeur de Arnao, Pedro Pascual de Uhagón, au gérant de la compagnie, Louis Hauzeur, 28-4-1912, AHAZ, L 1004, p. 129. Dans sa réponse, Hauzeur proposait d'augmenter un peu les salaires dans la fabrique de zinc annexe pour éviter que la hausse générale des salaires de la mine ne leur fasse perdre les métallurgistes. Lettre de Hauzeur à Uhagón, 3-5-1912, AHAZ, Subsección Cartas, Caja 1477-39-1.
41. Ce meeting est rapporté dans *El Noroeste*, 25-9-1912, p. 4.
42. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 27-2-1911, AHAZ, L 1003, p. 368-369.
43. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 3-5-1912, AHAZ, L 1004, p. 136-139.
44. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 3-5-1912, AHAZ, L 1004, p. 136-139. La lettre mentionne Aquilino, un contremaître très impopulaire à cause de sa violence et ses mauvais usages, tels que son habitude d'infliger des amendes arbitraires de façon provocatrice. *El Noroeste*, 6-1-1913, p. 3.
45. Cette opinion était partagée par Hauzeur. Lettre de Hauzeur à Uhagón, 28-5-1912, AHAZ, Subsección Cartas, Caja 1477-39-1.
46. Par exemple, les fondeurs s'étaient mis d'accord pour tous consommer la même quantité de charbon, selon une lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 17-10-1912, AHAZ, L 1004, p. 204. La réponse du directeur de l'usine d'Auby (la seconde de la RCAM, située dans le nord de la France) quand il lui demandait de l'aide pour former des apprentis surveillants confirme qu'il n'avait pas la mainmise sur l'usine. Uhagón lui demandait d'ailleurs la plus grande discrétion pour éviter les troubles : « nous désirons que les ouvriers que vous allez nous envoyer ne connaissent rien des salaires touchés à Auby ». Lettre de Uhagón au directeur de l'usine d'Auby, 22-10-1912, AHAZ, L 1004, p. 210.
47. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 8-5-1912, AHAZ, L 1004, p. 140.
48. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 4-10-1912, AHAZ, L 1004, p. 200.
49. En tant qu'organisation centralisée, le syndicat prévoyait que si la section locale échouait lors de la négociation avec l'entreprise, ce serait le Comité exécutif qui la tenterait à nouveau. S'il n'y arrivait pas non plus, on convoquerait un congrès extraordinaire pour décider. Une majorité des deux tiers était requise pour pouvoir approuver la grève. MORADIELLOS, Enrique, *El Sindicato de los Obreros Mineros de Asturias (1910-1930)*, Oviedo, Universidad de Oviedo, 1986, p. 45.
50. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 17-10-1912, AHAZ, L 1004, p. 204-206.
51. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 29-10-1912, AHAZ, L 1004, p. 212.
52. Informations de *El Noroeste*, 7-11-1912, p. 4 y 17-11-1912, p. 1.
53. Lettres de Uhagón à Louis Hauzeur, 27 y 19-10-1912, AHAZ, L 1004, p. 210-214. De la même manière, Uhagón écrivit au marquis de Pidal pour lui demander qu'il intercède envers le

- président de la compagnie de chemin de fer afin qu'elle prête une attention spéciale au charbon destiné à Arnao. Lettre de Uhagón au marquis de Pidal, 10-11-1912, AHAZ, L 1004, p. 217-218.
54. Lettre de Louis Hauzeur à Uhagón, 28-11-1912, AHAZ, Subsección Cartas, Caja 1477-39-1.
55. Livre d'exploitation 1905-1913, AHAZ, L 2550.
56. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 3-12-1912, AHAZ, L 1004, p. 247 ; LLANEZA ZAPICO, Manuel : « Una huelga asturiana. Infamias capitalistas », *España Nueva*, 14-12-1912.
57. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 18-12-1912, AHAZ, L 1004, p. 267.
58. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 20-12-1912, AHAZ, L 1004, p. 271.
59. Informations de *El Noroeste*, 16-12-1912, p. 1 et 21-12-1912, p. 4.
60. Informations de *El Noroeste*, 13-12-1912, p. 1, 22-12-1912, p. 3, 23-12-1912, p. 4 y 6-1-1913, p. 3.
61. Lettre de Uhagón à Louis Hauzer, 28-12-1912, AHAZ, L 1004, p. 291-292.
62. Cette intention fut annoncée dès la fin janvier, en prévision de l'échec des commissions envoyées à Arnao et à Bruxelles (qui n'arriva pas à faire le voyage). *El Noroeste*, 28-1-1913, p. 4.
63. Un meeting se tint à Sama, *El Noroeste*, 15-2-1913, p. 4. Sur les circulaires envoyées aux entreprises, aux comités du syndicat et aux travailleurs, *El Noroeste*, 18-2-1913, p. 4.
64. *El Noroeste*, 19-2-1913, p. 3. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 4-3-1913, AHAZ, L 1004, p. 354 ; et d'après *El Noroeste*, 6-5-1913, p. 1.
65. Spécialement de la petite localité pétrolière de Neodesha, au Kansas. Il est probable que ces versements soient le fait d'anciens travailleurs de la RCAM qui se virent obligés d'émigrer précisément après les grèves de 1903. *El Noroeste*, 29-1-1913, p. 4. et 2-3-1913, p. 4. *La Voz de Avilés*, 28-1-1913.
66. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 26-5-1913, AHAZ, L 1004, p. 416-420.
67. Lettre de Uhagón à Juan Sitges, 4-5-1913, AHAZ, L 1004, p. 406.
68. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 26-5-1913, AHAZ, L 1004, p. 417-420.
69. Ainsi, dans *El Noroeste*, 20-5-1913, p. 1 y 24-5-1913, p. 3. Comme on l'a dit, en général, ce journal réformateur de Gijon offrait des nouvelles du conflit passées au crible de l'opinion du correspondant, toujours plus favorable aux travailleurs, du moins à cette époque et dans ce cas.
70. Information dans *El Noroeste*, 27-5-1913, p. 3, et 28-5-1913, p. 1.
71. Sindicato de los Obreros Mineros de Asturias (SOMA), *Memoria y balance de cuentas en el año 1913*.
72. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 6-7-1913, AHAZ, L 1004, p. 444-445. *El Noroeste*, 3-7-1913, p. 3.
73. Lettres de Uhagón à Louis Hauzeur, 30-7-1913, AHAZ, L 1004, p. 464-465 et à José de Murga, 17-9-1913, AHAZ, L 1004, p. 488.
74. Lettre de Uhagón à Louis Hauzeur, 5-11-1913, AHAZ, L 1004, p. 495.
75. D'un autre côté, le patron avait appris également que le recours à l'immigration pouvait atténuer la pénurie de personnel, quelle que soit son origine. Il pensa bientôt pallier le manque de travailleurs par d'autres expéditions en Galice. Lettre de Uhagón a Belarmino López, 11-7-1913, AHAZ, L 1004, p. 450 bis.
76. *El Comercio*, 6-12-1914 y 16-1-1915.

RÉSUMÉS

Une fois surmontée la crise économique des premières années du siècle, à partir de 1907 se conjuguent deux facteurs qui déterminent une importante crise de main-d'œuvre. L'une d'entre elles --l'émigration-- n'est pas du tout nouvelle, bien qu'elle ait été exacerbée par la situation. L'autre acquiert des degrés et des ampleurs jusqu'alors inconnus : le mouvement ouvrier commence à être une complication supplémentaire dans le recrutement, la constitution et la gestion de la main-d'œuvre. La somme des deux aboutit à un déséquilibre aux accents nouveaux et menaçants. De nouvelles réponses ont-elles également été articulées ou, au contraire, le patronat s'est-il laissé emporter par l'inertie de l'époque précédente ? L'article présente quelques clés de la réponse des employeurs au problème

Once the economic crisis of the first years of the century had been overcome, from 1907 two factors came together that determined an important workforce crisis. One of them --emigration-- is not at all new, although it has been exacerbated by the situation. The other acquires degrees and magnitudes unknown until then: the labor movement begins to be an added complication in the recruitment, establishment and management of the workforce. The sum of both results in an imbalance with novel and threatening overtones. Were new responses also articulated or, on the contrary, did the employers let themselves be carried away by the inertia of the previous era? The following pages outline some keys to the employers' response to the problem.

INDEX

Mots-clés : histoire des techniques, crise sociale, mine, syndicalisme, émigration

Keywords : history of technology, crisis, mine, trade unionism, emigration

AUTEUR

JORGE MUÑIZ SÁNCHEZ

Membre du GRUHSOC (Université d'Oviedo, Espagne). Chercheur sur l'histoire sociale de l'exploitation minière dans les Asturies. Ses publications récentes liées au sujet de cet article incluent "La main-d'œuvre minière dans les Asturies 1830-1930", *Cahiers d'histoire immédiate*, n° 55 (hiver 2021, pp. 101-110) ; "Los inicios de la emigración de trabajadores cualificados en la industria asturiana : la Real Compañía Asturiana de Minas a principios del siglo XX", *Historia Social*, n.º 87 (2017, pp. 49-65) et "Le réformisme dans le syndicalisme minier en Espagne au début du XXème siècle", *Le Mouvement Social*, n.º 234, (janvier-mars 2011).